

TRANSPORTS ■ Quel avenir pour la ligne Pocl ?

« Le projet n'est pas enterré »

Le sénateur Rémy Pointereau (Les Républicains), président de l'association TGV Grand Centre Auvergne, rencontrait hier la ministre déléguée aux Transports, Elisabeth Borne.

Six semaines après la publication du rapport du conseil d'orientation des infrastructures, qui préconisait de geler, « au moins jusqu'à un éventuel réexamen dans dix ans de la question », le projet de liaison ferroviaire à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon (Pocl), une délégation d'élus, parmi lesquels le sénateur du Cher, Rémy Pointereau, était reçue hier par la ministre des Transports.

« Consternés » par le rapport

Cette rencontre faisait suite à un premier rendez-vous, plus tôt dans la journée, à la questure du Sénat, entre parlementaires, présidents des Régions Ile-de-France, Valérie Pécresse (LR), Centre-Val de Loire, François Bonneau (PS), et la vice-présidente d'Auvergne-Rhône Alpes en charge des Transports, Martine Guibert (UDI).

Les élus, « consternés



RENCONTRE. La délégation d'élus au ministère des Transports.

par le rapport du comité d'orientation des infrastructures », s'étaient alors accordés sur une motion. Celle-ci réclamait plusieurs choses : le réexamen de la date de programmation du projet ; le maintien des réserves foncières d'Ivry et Vitry ; le maintien de l'observatoire de la saturation ; le soutien de la ministre des Transports pour faire inscrire le projet lors de la prochaine révision du réseau transeuropéen de transport. Autant de requêtes formulées il y a trois semaines dans un courrier adressé au président de la République, l'exhortant à réexaminer

la question à l'aune de l'aménagement du territoire et de la saturation de la ligne actuelle Paris-Lyon.

« La ministre a compris la volonté commune des trois régions et des parlementaires de voir naître cette ligne à grande vitesse, et souligné que le projet n'était aucunement enterré, mais préservé », avançait hier soir, à l'issue de la rencontre, Rémy Pointereau, saluant deux annonces de la part d'Elisabeth Borne : la « relance prochaine de la tierce expertise du projet », et le maintien de l'observatoire de la saturation. ■

Valérie Mazerolle